



La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits politiques soient l'ensemble de nos activités.

A. Sékou Touré

Redaction - Administration
Publicité
Adresse Télégraphique: Agutpres
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE
ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE

EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

SOMMAIRE

Pages 2 et 3
La suite du rapport d'activités du B.P.N.
Page 4
La semaine artistique nationale se poursuit
Problèmes raciaux aux Etats-Unis.

A LA BOURSE DU TRAVAIL

La production au centre des débats du C.N.R.

Editorial

L'Armée et la Révolution

par Fodé BERETE

L'armée guinéenne constitue une partie du Parti et du gouvernement. Elle est, par sa nature intégrée intimement à la masse, au peuple comme le sont par exemple la jeunesse et la classe ouvrière. Elle ne peut en aucune façon être une excroissance et s'oppose de ce fait aux armées de certains pays, armées qui se conduisent en gardes prétoriennes. Notre armée, comme l'a dit le Président de la République il y a deux jours au CNR, n'est autre chose qu'une école du civisme, une école professionnelle, une école politique, une école de qualification sociale du militant, car dans cette école le militaire restant au service de son pays contribue non seulement à la défense de l'intégrité territoriale de son pays, à la défense de la cause de la paix et de la sécurité intérieure de son pays, mais il contribue aussi de manière dynamique au développement économique et social de sa Nation.

C'est dire que l'armée est un rouage du Parti et des diverses catégories constituant l'Etat et que cette fonction loin de diminuer la valeur de l'armée en tant que garant de l'Etat et de sa sécurité, lui confère une plus grande responsabilité par ce qu'elle est mue par engagement total. L'armée devient dès lors une école où doit passer tout jeune guinéen pour s'affirmer.

Le Chef d'Etat-major de l'armée l'a dit en ces termes :

« Ainsi, l'armée à l'image de la J.R.D.A. dont elle est le prolongement naturel, sera l'école de la vertu et du civisme où tous les jeunes citoyens de la Nation seront éduqués et apprendront à se connaître à se comprendre, à s'aimer et à renforcer l'unité nationale.

D'aucuns peuvent se dire que notre Armée absorbée par ces passionnantes tâches économiques, n'a plus le temps de se consacrer efficacement à sa mission principale : la défense de la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat. Qu'ils se détrompent ! Notre Armée, intimement liée à l'ensemble des services de sécurité au sein du ministère de la Défense nationale et de la Sécurité, est en état de mobilisation permanente pour liquider à tout moment dans l'oeuf toute velléité de subversion ou de complot contre la Nation, tout comme les complots précédents. Nos forces militaires et paramilitaires restent et resteront inconditionnellement fidèles au Parti Démocratique de Guinée et à son Etat »

Cette armée, doit donc être et est armée exemplaire qui « doit apporter sa contribution au redressement de la situation des armées africaines ». Notre armée dès les premières heures de l'indépendance a été recouverte en une armée populaire dont l'homogénéité ne fait aucun doute et qui est un instrument décisif et essentiel dans la reconstruction nationale, de même qu'elle l'est dans la défense des acquis de la Révolution.

Cette vocation de production de l'armée est bien soulignée par sa structure dans laquelle on peut distinguer toutes choses qu'on ne trouve pas dans la conception et l'organisation classiques de l'armée ; elle est un autre département du développement économique. Et justement en raison de cette action économique, aucune jeune recrue ne peut se trouver étrangère aux activités quotidiennes de notre Armée, qu'elle soit paysan, artisan, ouvrier. Chaque métier, est à l'honneur.

L'armée guinéenne est au service de son peuple et de sa Révolution. Elle est une armée populaire.

F. Béréte

Les chiffres ont illustré toutes les interventions
La session budgétaire du Parlement s'ouvre lundi à la Bourse

Les interventions des fédérations ont pris fin hier avec les délégués de Yonou, Macenta, Koundara et Kouroussa. La conférence a entendu également le porte-parole de la C.N.T.G. Les commissions de travail présenteront aujourd'hui le projet de résolutions au cours de la séance de clôture qui s'ouvrira à partir de 11 heures.

Mais avant la fin des travaux, d'importantes décisions ont été prises hier à la lumière des interventions faites par les fédérations en effet, contestent les chiffres enregistrés par le ministère

de nos régions tendant à accroître la production nationale et à élever en conséquence le niveau de vie de nos populations.

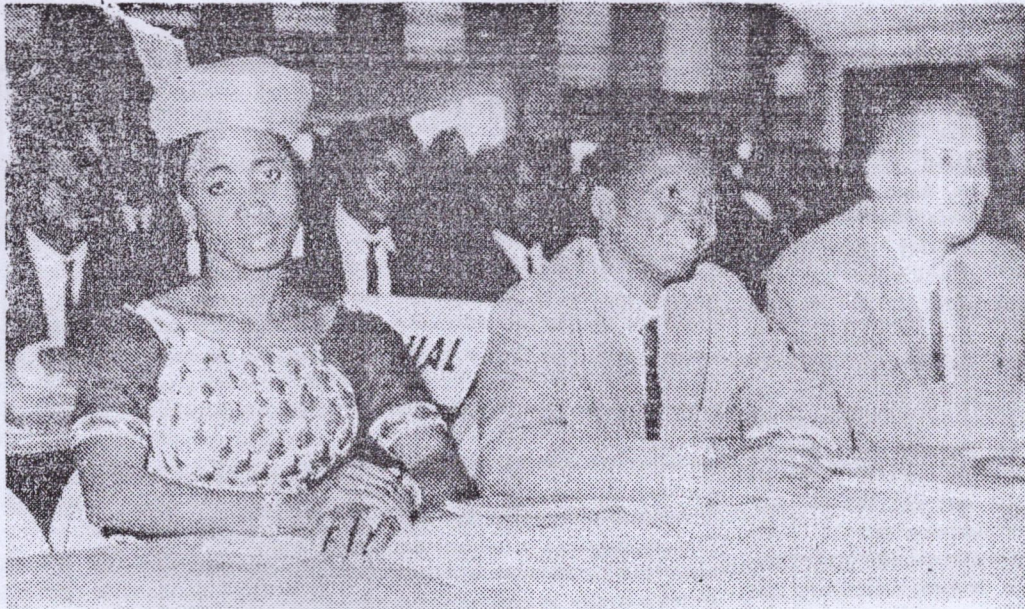
On peut déjà dire que Macenta est en bonne position dans cette compétition nationale. Sans commentaires superflus, son porte-parole a exposé en termes exaltants les réalisations de la fédération.

« Nos masses rurales ont pu bénéficier en compensation de leurs efforts productifs, de la somme globale de 424.536.842 francs, a notamment dit le délégué de Macenta pour pallier dans la mesure de nos moyens

caient la plantation ont été capturés ».

Les projets sont moins nombreux que les réalisations. « Nous avons pu mettre sur pied un terrain d'aviation, un bloc commercial, un standard téléphonique moderne ».

Tout le monde doit apporter sa modeste contribution pour le succès de la révolution, c'est pourquoi M. Emile Condé a dit : « témoin des activités quotidiennes de nos militants, un chimpanzé, (nos lecteurs ont déjà suivi cette scène sur nos photos) se mit lui aussi à concasser les palmistes avec une dextérité



du Commerce en ce qui concerne la commercialisation des produits effectuée au niveau de certaines régions.

C'est pourquoi le B.P.N. a demandé aux inspecteurs divisionnaires et aux inspecteurs des affaires administratives et financières de Kankan et N'Zérékoré de procéder à la vérification qui s'impose, au niveau de Guinexport notamment et en déterminer les responsabilités d'erreurs de comptabilité, de détournement, bref, nous aurons à revenir là-dessus.

Aussi, le B.P.N. ne procédera au classement des fédérations qu'après cette vérification qui permettra de donner une image réelle de la production de telle ou telle région, des efforts de cha-

les inconvénients d'une inflation éventuelle et aussi pour encourager nos producteurs, notre fédération s'est accordée le monopole de la vente des marchandises et a organisé parallèlement à l'action productive six circuits de distribution. Cette action nous a permis de résorber près de 50 millions en sel, sucre, tissus etc. »

« Les élèves de cette fédération ont pris une part active dans la production. La valeur de leur cueillette s'élève à plus de 5 millions de francs ».

Il faut lutter contre les fosseurs de notre économie ; ceux-là sont nombreux et le porte-parole de Macenta de préciser : « 1.210 grillons qui mena-

étonnante ».

Cette expérience montre que nous ne pouvons pas manquer de main-d'œuvre. C'est une question de courage, une question d'éducation populaire.

A propos de la prochaine session budgétaire qui s'ouvre lundi 21 septembre à la Bourse du Travail, devant l'ensemble des cadres du Parti Démocratique de Guinée, le Chef de l'Etat a tenu à apporter des éclaircissements sur la nature de notre régime en matière de finances.

« La nature de notre régime, a déclaré le Chef de l'Etat, est ainsi que, contrairement à la primauté qui s'attachait au rôle

(Suite page 3)

La vie dans la Nation

Discours du Secrétaire général du P. D. G.

Suite
de nos précédents numéros

Quant à l'enseignement politique, il n'est pas du tout donné. Les élèves ignorent ce qu'est un **Conseil général**, ce que représente le **gouvernement** : à ce dernier, on attribue les prérogatives du **bureau fédéral**, ou alors le Bureau Politique est confondu avec l'**Assemblée nationale**. La structure du Parti, son fonctionnement sont encore moins connus.

Dans les sciences : physique, chimie ou biologie, les principes sont retenus par cœur, mais l'assimilation pratique laisse à désirer. Faut-il répondre à la question : « quelle est la composition de l'air, de l'eau ? » Les élèves donnent bien des réponses exactes ; mais lorsqu'on leur demande d'en apporter la preuve, ils perdent pied aussitôt. C'est dire qu'ils n'ont pas appris les leçons, mais qu'ils les ont pas comprises. La décision ici semble incomber aux enseignants de l'enseignement encore politique dans les villages, dans les régions, dans la nation. Nous laissons de ces inspections l'impression d'un vide immense à

comblé au plus tôt.

Les conclusions que nous avons à tirer des leçons pour l'avenir de l'Ecole Guinéenne sont les suivantes :

10) Nous ne devons pas ignorer que l'effectif de 42.000 élèves en 1958 est passé à plus de 220.000 élèves en 1964 et qu'il y a eu un progrès considérable dans l'élargissement de l'infrastructure scolaire en Guinée. Deux cent mille élèves sur une population juvénile de 500.000 auront une influence réelle sur l'ensemble de la jeunesse, car les caractéristiques négatives de cette catégorie sociale se répercuteront, qu'on le veuille ou non sur l'ensemble des jeunes. Or, pour son développement et sa survie, la nation puisera ses forces neuves dans les rangs de sa jeunesse. En règle générale, la jeunesse scolaire est étrangère à notre peuple et à nos préoccupations. Ainsi, pour avoir vu quelques personnes se déplacer en voiture ou en hélicoptère, les moyens de déplacement les plus naturels sont, pour eux, la voiture ou l'hélicoptère. Ils vivent ainsi dans de fausses réalités.

La tendance à la fonctionnarisation est une tendance négative

Pour en revenir aux élèves, la leçon à tirer ne peut que nous inquiéter, quant au sort qui leur sera réservé si nous ne prenons pas des dispositions visant à les reconverter, à leur donner une personnalité qui pourra être en harmonie avec les réalités de notre pays. **La tendance à la fonctionnarisation est une tendance négative, absolument contraire aux données de l'avenir que nous voulons créer pour nous-mêmes et surtout pour les nouvelles générations.**

Au cours d'une conférence réservée aux inspecteurs de l'Enseignement et qui avait pour objet d'analyser la situation et de trouver les moyens de redressement qui s'imposent, plusieurs dispositions ont été prises pour l'éducation des enseignants, l'intégration de l'élève à la vie, l'orientation des jeunes scolarisés, une coopération étroite entre les enseignants, les élèves et les familles, ces dernières étant devenues de plus en plus étrangères aux problèmes d'éducation de leurs enfants.

Mais si nous constatons chez nos jeunes scolarisés une inadéquation grave de nos réalités, il y a chez nous certains étudiants qui poursuivent leurs études en France un divorce total entre eux et la Nation. Nous ne nous étendons pas longuement sur ce problème dont les causes avaient déjà été analysées au cours du II^e Congrès de la J.R.D.A. Les mesures envisagées depuis n'ont apporté aucune amélioration à la situation, si ce ne sont des manifestations sporadiques de compréhension suivies presque aussitôt d'un comportement absolument contraire. Si nous avons pour ha-

bitude de faire confiance aux intentions exprimées, nous avons pour méthode de juger les actes et les faits. Dans ce domaine il résulte que la plupart de ces étudiants qui ont bénéficié pendant plusieurs années de l'aide de l'Etat désertent leur pays dès qu'ils sont nantis d'un diplôme. S'ils ne se font pas recruter sur place, ils vont offrir leur service à des entreprises privées d'autres Etats. Pour nous, l'investissement consenti par la nation pour leur formation est de ce fait perdu. De plus, ces jeunes rompent complètement avec leur milieu et restent coupés de leur famille. N'en a-t-on pas vu qui refusaient au cours de leurs vacances scolaires de loger chez leurs parents ? De quel côté que l'on se tourne, le résultat est négatif. Par ailleurs l'inconscience et la naïveté de certains les conduisent à envisager sérieusement contre le régime démocratique et populaire dont notre Parti a doté le pays.

Enfin, pour normaliser définitivement le problème des étudiants, les décisions suivantes seront mises en application pour la prochaine rentrée scolaire.

10 - Du respect de l'engagement décennal

Tout étudiant guinéen ayant bénéficié d'une bourse d'enseignement, de quelque nature que ce soit, doit, à la fin de ses études, servir dans le pays au moins pendant dix ans, soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé.

Au cas où cet engagement décennal n'aura pas été respecté l'étudiant concerné ou ses parents, le cas échéant, seront tenus de rembourser intégralement à l'Etat tous les frais d'études ayant con-

tribué à la formation de l'élève.

20 - Le régime d'études dans les écoles nationales professionnelles à l'intérieur de la nation.

Pour nos écoles nationales professionnelles suivantes :

- Ecoles Nationales de Santé ;
- Ecole Nationale de Secrétariat ;
- Ecole Nationale de l'Agriculture ;
- Ecole Nationale Technique de l'Industrie ;
- Ecole Nationale Professionnelle de Commerce et de Comptabilité et pour certaines autres en création.

Il sera institué deux modes de prise en charge des élèves :

a) - L'Etat prend en charge intégralement ceux des élèves de ces écoles admis au concours d'entrée ou de passage.

b) - A concurrence des places restées disponibles dans ces é-

coles, d'autres élèves pourront y être admis à la condition d'en avoir le niveau et d'être à la charge de leurs parents pour ce qui concerne les frais de scolarité.

30 - Pour guinéen ayant bénéficié pour quelque durée que ce soit de l'enseignement primaire, secondaire, supérieur ou professionnel et qui, à la fin de ses études, refuserait de se mettre au service de la Guinée. (service militaire ou civil) perdra immédiatement la nationalité guinéenne.

40 - A partir du 1^{er} janvier 1965, tous les diplômes délivrés à l'extérieur de la République à des ressortissants guinéens devront être validés à la suite d'un test subi devant une commission nationale composée de professeurs et de personnalités guinéennes ;

La nécessité du travail productif dans nos écoles.

La nécessité du travail productif dans nos écoles

Nous venons de signaler que la correcte application du programme de notre Parti dans le domaine de l'expansion de l'enseignement nous a conduit à passer de 42.000 élèves dans l'enseignement primaire en 1958 à plus de 220.000 aujourd'hui dans ce même enseignement. Ces résultats, nous en sommes fiers, et si nous persévérons dans l'effort, la scolarisation intégrale sera bientôt atteinte : nous aurons alors dans nos établissements du 1^{er} Cycle plus de 400.000 élèves âgés de 7 à 12-13 ans.

Or, vous savez qu'à la campagne, les enfants dès l'âge de huit ans apportent une contribution notable aux travaux des champs et à d'autres travaux productifs, 400 à 500.000 enfants âgés de 7 à 12 ans faisant leurs études dans le 1^{er} cycle joints à quelque 50.000 élèves des 2^e et 3^e cycles, c'est 25 à 30 % de la main-d'œuvre agricole enlevée au paysan.

Nous avons opté pour une politique de rapide croissance de notre économie.

L'enseignement et l'éducation que nous donnons à nos enfants constituent un moyen pour accélérer cette croissance économique, pour un épanouissement social toujours plus grand de nos populations.

Or, il n'y a pas de miracle ; aucun pays en voie de développement et engagé dans la croissance économique ne peut mettre hors du circuit de la production 30 % de sa force vive paysanne sans compromettre le rythme et, par voie de conséquence, celui de son développement social et culturel.

Nous sommes placés devant les deux options suivantes :

Premièrement : Nous avons décidé de procéder à un rapide développement de notre économie ; et nous le ferons avec la résolution qui caractérise notre Révolution Nationale.

Deuxièmement : Nous avons décidé de dispenser un enseignement de masse et qui soit en même temps de qualité ; et cela aussi, nous le ferons.

Ces deux options semblent contradictoires, il s'agit de les rendre complémentaires.

Désormais les élèves, par des activités productives parfaitement proportionnées à leur force, apporteront, dès les bancs de l'école, une contribution effective à notre bataille économique.

Cette décision, pour ne pas compromettre la qualité de notre enseignement, impose une mesure et une méthode.

La mesure : le temps consacré au travail productif ne devant pas réduire celui consacré aux études proprement dites, il devient nécessaire de porter la période des grandes vacances scolaires de 3 mois à 2 mois dans les 1^{er} et 2^e cycles de l'enseignement où le corps enseignant bientôt homogènement guinéen, nous permet de le faire. Ainsi, dans les deux premiers cycles de notre enseignement, les grandes vacances scolaires iront du 1^{er} juillet au 30 août ; les 12 jours de petites vacances seront maintenus et partiront du 1^{er} février au 12 février.

L'année scolaire est ainsi allongée d'un mois.

Mais le travail productif ne doit pas apparaître comme une corvée contrecarrant les études, il doit s'intégrer à l'enseignement, et c'est là une question de méthode.

Le travail productif agricole ou artisanal doit apparaître comme une application immédiate des connaissances scientifiques acquises ; il doit être mené d'une façon rationnelle et, de ce fait, le rendement de chaque élève dans ce travail productif doit être tout naturellement deux ou trois fois supérieur à celui d'un enfant du même âge qui ne disposerait pas des mêmes acquisi-

tions scientifiques et techniques. D'autre part, la pédagogie des sciences doit s'entourer complètement renouvelée et améliorée ; les leçons des sciences de la nature partant des activités productives considérées comme travaux pratiques de ces sciences en y aboutissant, la compréhension des théories étudiées en sera plus aisée et leur assimilation plus effective.

Même l'enseignement des sciences sociales peut et doit tirer un profit décisif du travail productif :

Pour les lettres (vocabulaire, orthographe, rédaction), l'univers scolaire de l'élève dépassant maintenant l'espace réduit de la salle de classe ou de la cour de récréation, la matière en sera notablement enrichie et considérée.

Pour la formation civique et politique, le fait d'intégrer les élèves à la vie productive de la nation donnera à cet enseignement support matériel et moral dont il a besoin. Nos enfants cesseront de débiter des slogans pour parler de réalités vécues ; sans ce support matériel et moral, la formation politique et civique dans nos écoles ne restera que pure tricherie.

Voilà les nouvelles voies révolutionnaires que nous traçons à notre enseignement, à la vie. Ces voies, les enseignants doivent s'y engager sans délai, et les parents d'élèves doivent leur apporter aide sans réserve, si tant est sincère leur volonté de faire de nos jeunes des citoyens utiles, des hommes conscients et des producteurs capables.

Mais le travail productif scolaire appelle une organisation adéquate :

Chaque école du 1^{er} cycle constituera une véritable coopérative de production scolaire gérée par les élèves eux-mêmes, sous le contrôle des maîtres et la direction du directeur de l'école. Cette coopérative disposera de tous les organes de gestion requis. La production doit revenir entièrement à la collectivité scolaire, rendant ainsi possible la constitution de cantines scolaires, contribuant à l'équipement, à d'autres frais d'études.

(Suite page 3)

**Production :
Critère de
tous ceux qui
se réclament
de notre
Révolution**

La Guinée... l'Afrique... le monde...

Discours du Secrétaire Général du P. D. G.

(Suite de la page 2)

L'enfant élevé au sein d'une telle république d'enfants sera un meilleur citoyen, débarrassé de préjugés et de pratiques irrationnelles, très tôt initié à la solidarité humaine et aux techniques de domination des forces de la nature.

Les maîtres qui auront le privilège d'inspirer cette œuvre exaltante de formation de notre jeunesse et de la soutenir de leurs directives auront leur utilité sociale accrue d'une nouvelle dimension et leurs efforts pédagogiques porteront de meilleurs fruits.

Nous savons que les premiers pas dans la nouvelle voie sont difficiles : il s'agit pour les maîtres et les parents de rompre



définitivement avec un système d'enseignement vétuste, mais auquel nous sommes déjà hélas, trop habitués, pour adopter un système d'enseignement révolutionnaire.

Nous aurons une première victoire à remporter sur nous-mêmes.

Nous aurons d'abord à tuer en nous la prétendue antinomie entre travail intellectuel et travail manuel, et à ne plus oublier que c'est grâce à nos mains que notre intelligence s'est développée tout au long de l'histoire. Même le futur chercheur, c'est déjà dans une unité de production scolaire qu'il aura eu l'occasion, enfant, d'affûter son esprit d'observation et toute sa sagacité.

Cette première initiation, loin de nuire à sa carrière future lui fournira les meilleures armes.

De quelque façon que l'on considère les choses, le travail productif dans nos écoles constitue la meilleure pédagogie pour la formation complète de nos enfants. C'est ce que nous appellerons la pédagogie nouvelle, celle qui liera le maître à l'élève et les deux à la vie du village, de la région, de la nation et de l'humanité.

L'habitude, dit-on, est une seconde nature et rien n'est plus typiquement têtue qu'elle. Seule une volonté résolue constamment tendue vers le progrès social et soutenue par une haute conscience politique peut modifier les mauvaises habitudes et favoriser en conséquence la qualification humaine de l'homme.

Déjà, les faits nous donnent raison, car c'est le souci de l'École à la vie qui nous a conduit à créer l'École normale Supérieure de Ndiéroulé dont les premières promotions, en dépit de la période de démarrage, donnent entière

satisfaction dans l'exercice de la profession enseignante. Les jeunes maîtres sortis de cet établissement, hautement conscients de leur responsabilité dans notre entreprise commune d'édification nationale sont véritablement des cadres capables, convaincus et pénétrés de nos problèmes et de leurs exigences. Les perspectives qu'offre l'École Normale Supérieure de Ndiéroulé nous permettront bientôt de suffire à nos besoins en professeurs d'enseignement secondaire, et, ce faisant, de nous passer de l'assistance technique étrangère dans les 2e et 3e cycles ; 278 jeunes guinéens sont déjà sortis de cet établissement dont 174 pour la première promotion 1963 et 104 pour la promotion 1964. Les objectifs qui lui sont assignés dans le cadre du Plan Septennal doivent accroître cet effectif de 460 au terme de 80 % pour 1965, 60 pour 1966, 20 % pour 1967, 60 pour cent 1968, 70 pour cent 1969, 80 % pour 1970 et 90 pour 1971.

Nos efforts en vue du renforcement de l'infrastructure scolaire sont ainsi en constante progression et la décision prise en février 1964 d'ériger respectivement l'ancien collège d'Enseignement général de Kankan en lycée moderne Ben Bella et l'ancien Collège Technique de la même ville en Lycée Technique Ho Chi Minh illustre éloquentement le souci du Parti et du gouvernement de donner à notre jeunesse la meilleure instruction, la meilleure éducation, partant, la meilleure formation.



La liaison de l'école avec la vie exige désormais que maîtres et élèves s'intègrent au travail productif. Leur apport et leur contribution permettront certainement d'opérer au sein des masses paysannes une révolution dans les méthodes culturelles. Afin de mieux préparer les maîtres à cette nouvelle tâche, le Collège de Faranah sera transformé dès la rentrée prochaine en Centre agricole avec une capacité accrue grâce à l'adjonction des locaux de l'ancienne école privée située dans le même secteur.

Les élèves qui seront appelés à constituer la première promotion du Centre agricole de Faranah seront recrutés dans la population scolaire de nos Ecoles Normales Primaires. Sur un effectif total de 560 élèves pour

l'année 1963-64, 200 seront admis comme instituteurs-adjoints, et seront orientés sur le centre de Faranah d'où après 10 mois d'enseignement agricole, les plus méritants sortiront en qualité d'instituteurs-adjoints ruraux. A partir de 1965-1966 cet établissement subira une nouvelle transformation qui en fera une École Normale Primaire avec des programmes complétés par l'introduction des disciplines agricoles et zootechniques qui seront étendues dès la rentrée 1964 aux autres institutions similaires. De la sorte tout enseignant primaire se doublera à l'avenir d'un instructeur agricole.

Nul doute que le P.D.G., moteur infatigable de la Révolution Guinéenne parviendra à substituer à nos habitudes négatives des vertus créatrices dont le dynamisme servira la cause du progrès démocratique et social de notre peuple.

C'est donc avec une profonde conviction qu'elles contribueront au succès de notre Révolution Nationale que nous soumettrons les décisions proposées dans ce rapport à l'appréciation éclairée du Conseil National de la Révolution.

Chacune de ces décisions constituera un pas en avant et exigera de nouvelles activités de nos dirigeants et militants pour faire de la Guinée un pays toujours plus fort, plus libre et plus prospère dans une Afrique indépendante et unie.

Quinzaine Artistique et Culturelle

(Suite de la page 4)

jours exaucés ? De nombreux cas ont, en tout cas, laissé penser qu'il y a une part de vérité. Donc c'est à une fête de la Haute-Guinée que la troupe artistique de Kouroussa nous a convié. Le rythme endiablé de Kouroussa, les tams-tams de Niorossoba, les « Mandianis » de Siguiri nous ont promené d'un bout à l'autre du pays manding.

La production et Bara. Hommage à la production nationale a été interprété par l'orchestre de Kissidougou. « Toi qui cherche du riz, toi qui cherche du café, toi qui cherche de la banane, toi qui cherche du manioc, sache que la Guinée en regorge. Ici la production est nôtre ».

« Sois fier du travail, soyons heureux de travailler, seul le travail annoblit l'homme, hommes et femmes travaillons pour le bonheur et la prospérité de notre pays ». Deux airs, deux indications de notre option pour un développement rapide de notre patrie.

Horoya Woli. Le travail de la dignité, est le thème de l'ensemble choral de Conakry-II. Tous les métiers sont représentés et les gestes mimés. Le chœur est interprété de façon magistrale. La musicalité, l'harmonie, les pa-

(Suite de la première page)

du parlement dans l'ancien régime comme d'ailleurs dans beaucoup de pays africains, le peuple est directement saisi de l'ensemble des problèmes conditionnant son devenir. « En Guinée,

hommes, femmes, jeunes et vieux sont tous députés. »

S. E. Ahmed Sékou Touré a ensuite donné la parole à M. Idrissa Diarra, secrétaire politique de l'Union Soudanaise-R.D.A., apportant le salut de ce parti frère. Le délégué malien a alors déclaré :

Salut de M. Idrissa Diarra chef de la délégation malienne

Camarades,

Au nom de l'Union Soudanaise R.D.A. et de son secrétaire général, le Président Modibo Kéita, je remercie le PDG et son secrétaire général, le Président Ahmed Sékou Touré pour l'honneur qu'il nous ont fait en nous invitant aux travaux du Conseil National de la Révolution.

Les circonstances ne nous ont pas permis d'arriver à l'ouverture du Conseil mais, je suis persuadé que malgré cela, la délégation malienne tirera bénéfice de vos travaux. En effet, nous sommes certains que la multiplication des contacts, surtout lorsqu'il s'agit de pays voisins, liés par l'histoire, par les traditions, et par l'orientation politique, ne peut qu'être profitable pour chacun d'eux et pour l'Afrique entière.

Cela est d'autant plus vrai que le Parti Démocratique de Guinée bénéficie d'une expérience particulière dans la lutte pour la décolonisation des structures.

A un moment où l'Afrique se

trouve confrontée avec toutes sortes de difficultés, où les forces de l'impérialisme cherchent à semer la division par des méthodes détournées, l'Union Soudanaise R.D.A. est fermement convaincue que des rencontres sont plus que jamais nécessaires pour parvenir à renforcer la solidarité entre États africains.

L'expérience des dernières années démontre également que la volonté d'union qui nous anime n'est pas suffisante pour créer les conditions indispensables au resserrement effectif de nos États. A ce propos, nous saluons toute initiative, tendant à rapprocher concrètement les États par dessus les langues différentes imposées par le colonisateur, ou les zones monétaires.

Il ne s'agit plus là d'obstacles infranchissables sur le chemin de l'unité, lorsque les responsables sont conscients qu'il faut nécessairement transcender certaines questions pour parvenir au but que nous nous sommes tous fixé : Assurer le bonheur de nos peuples dans le bien-être, la liberté et la dignité.

Camarades,

L'Union Soudanaise R.D.A. n'oublie pas la part déterminante qu'ont pris la République de Guinée, et le Président Sékou Touré dans la première réunion à Addis-Abéba de tous les États africains, réunion qui donnera naissance à l'Organisation de l'Unité africaine. Le choix du camarade Telli Diallo comme secrétaire général de l'O.U.A. indépendamment de ses qualités personnelles, en est une preuve éclatante.

L'instrument remarquable que l'Afrique s'est ainsi donné a déjà fait ses preuves à plusieurs reprises, que ce soit dans la solution de conflits fratricides ou dans l'amorce des regroupements régionaux.

Pour sa part, l'Union Soudanaise R.D.A. et son secrétaire général, le Président Modibo Kéita, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour renforcer et accélérer cette évolution vers l'Unité africaine qui conditionne dans une large mesure, la liberté de l'Afrique et son développement.

Camarades,

Je souhaite pleine réussite aux travaux du Conseil National de la Révolution.

Vive le P.D.G.,

Vive l'O.U.A.,

Vive le renforcement de l'Unité africaine.

T.M.